

Actions des leaders d'opinions et des patriotes résistants « wazalendo » à l'épreuve des massacres dans la région de Beni- Lubero

The actions of opinion leaders and "Wazalendo" patriotic resistance fighters in the face of massacres in the Beni-Lubero region

Isaac Muhindo Kivikyavo^{*1}, Reagan Muhindo Muhesi¹ et Elias Paluku
Kaseso².

Résumé

Depuis octobre 2014, les environs de la Ville de Beni ont été le théâtre des tueries de masse attribuées aux rebelles ougandais des Allied Democratic Forces (ADF). Petit à petit, ces tueries se sont étendues et ont touché la Ville de Beni, le Territoire de Lubero, au Nord-Kivu et deux autres Territoires Irumu et Mambasa en Province de l'Ituri. Difficiles d'être stoppées, en dépit de plusieurs opérations militaires, ces tueries, visant essentiellement les populations civiles, ont occasionné un lourd tribut dans la région de Beni-Lubero. Voulant suppléer aux limites de différentes opérations militaires, des initiatives locales ont été entreprises. Si certaines sont allées dans le sens de dénoncer et condamner ces atrocités, d'autres ont résolu de constituer certains jeunes en groupes d'autodéfense. Reconnus par l'État depuis 2022, ces groupes dénommés dorénavant Wazalendo (patriotes résistants) n'ont pas encore suffisamment été mis à contribution pour défaire les *Allied democratic forces* (ADF). Dans l'exercice de cette mission, ces groupes rencontrent plusieurs limites. Cette étude recense la dispersion des efforts, l'inefficacité des stratégies, l'appartenance ethnique et la collaboration suspicieuse avec l'armée loyaliste. Ces éléments sont les facteurs explicatifs des limites des actions des patriotes résistants et des leaders d'opinion dans la lutte contre les carnages à Beni-Lubero.

Mots clés : Leaders d'opinion ; Patriotes résistants ; Massacres ; Allied Democratic Forces ; Région de Beni-Lubero.

Abstract

Since October 2014, the areas surrounding the city of Beni have been the scene of mass killings attributed to Ugandan rebels of the Allied Democratic Forces (ADF). Gradually, these killings have spread to the city of Beni, the Lubero Territory in

¹ Enseignant de science politique à l'Université Catholique du Graben.

² Étudiant en Master en Science politique de l'Université Catholique du Graben.

* Auteur correspondant : E-mail : isaackmuhindo84@gmail.com

North Kivu, and two other Territories, Irumu and Mambasa, in Ituri Province. Difficult to stop, despite several military operations, these killings, which mainly target civilian populations, have taken a heavy toll in the Beni-Lubero region. To compensate for the limitations of various military operations, local initiatives have been undertaken. While some have sought to denounce and condemn these atrocities, others have decided to organize certain young people into self-defense groups. Recognized by the government since 2022, these groups, now known as Wazalendo (patriotic resistance fighters), have not sufficiently been put into contribution in order to defeat the Allied democratic forces (ADF). In carrying out this mission, these groups face several limitations. This study identifies the dispersion of efforts, the ineffectiveness of strategies, ethnicity, and superficial collaboration with the national army. These elements explain the limitations of the actions of the patriotic resistance and opinion leaders in the fight against mass killings in Beni-Lubero.

Keywords: Opinion leaders; Patriotic resistance fighters; Massacres; Allied Democratic Forces; Region of Beni-Lubero.

Introduction

Débutées en octobre 2014 en Territoire de Beni (Groupe d'études sur le Congo, 2016), les tueries se sont étendues, notamment dans le Territoire de Lubero. Entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre 2014, les attaques contre les populations civiles ont connu une intensification et une brutalité sans précédent dans le Territoire de Beni, où 35 villages ont été ciblés (Monusco & HCDH, 2015). Livrées à elles-mêmes, dans un contexte d'insécurité mêlé de tensions politiques, les populations civiles du Territoire de Beni se sont organisées et ont créé différents groupes d'autodéfense (Monusco & HCDH, 2015). En plus de ces groupes, actuellement dénommés « Wazalendo » (Amunazo & Mbardounka, 2025), des leaders d'opinion n'ont pas été indifférents. En décembre 2014, les notables de Beni ont prononcé une déclaration publique pour condamner cette barbarie humaine après un carnage qui a coûté la vie à plus de 100 civils à Oïcha et à Mbau (Kudra Maliro, 2014). À ces notables, s'ajoutent les revendications des mouvements de jeunes, des organisations religieuses et d'autres couches de la population. En dépit de cette organisation locale, les massacres persistent et se sont intensifiés touchant ainsi deux Provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri.

1. Contexte et actualité du sujet

Le groupe ADF, à l'origine uniquement ougandaise, est né et s'est installé dans le Territoire de Beni à partir de 1995 à la suite des tensions au sein de

la communauté musulmane de Kampala au début des années 1990. Son implantation dans ce milieu était facilitée par le régime de Kinshasa qui n'était pas en bon terme avec le régime de Kampala. Depuis lors, l'ADF a tissé des relations socio-culturelles et économiques dans la contrée. Au début, ses recrutements se faisaient parfois à Mupanda dans la ville de Beni sous le règne de Mobutu.

Plusieurs opérations pour la défaite n'ont pas abouti. L'opération initiée au lendemain de la défaite du M23 en 2013, bien qu'apparemment efficace en termes de résultats, semble être celle qui a mis de l'huile au feu. L'assassinat du Colonel Mamadou, le 02 janvier 2014 à Ngadi-Beni, et la mort du Général Bauma, le 30 août 2014 à Prétoria, alors commandants des opérations contre l'ADF, semblent avoir été une passe d'or pour la transfiguration de l'ADF. Pendant que généralement l'ADF ne s'apprenait pas trop et de manière massive aux populations civiles, la donne va changer depuis le 02 octobre 2014. À cette date, les massacres, bien qu'encore de petite échelle, vont commencer à Mukoko et Kokola. Jusqu'à ces jours, ces massacres, devenus viraux et de grande échelle, se poursuivent. De surcroît, le rayon d'action des tueurs s'est agrandi (Beni et Lubero au Nord-Kivu, Irumu et Mambasa en Ituri (ONU, 2025), et 1 incident à Bafwasende dans le Tshopo (Miviri, 2024)). En plus, les tueurs ne sont plus seulement ougandais car des congolais et des gens d'autres nationalités se sont alliés à l'ADF, soit volontairement soit par contrainte (*kidnappings*, attaque des prisons, ruse, etc.). À son tour, l'ADF est devenu membre de l'État islamique en Afrique centrale depuis 2017.

Entre 2014 et 2025, plusieurs massacres ont été vécus dans ces deux territoires (Beni et Lubero), notre champ d'investigation, poussant les habitants de ces coins à une précarité vitale. Ces massacres ont contraint de nombreuses familles à quitter leurs foyers, abandonnant leurs agglomérations, villages et localités à Beni-ville et territoire (UNHCR & Intersos, 2019). Ils s'accompagnent de plusieurs dégâts matériels tels que l'incendie des maisons d'habitation et de commerce, des engins roulants (véhicules et motos), des marchandises, etc.

Plusieurs travaux ont traité de l'insécurité dans la région de Beni-Lubero. Certains se sont interrogés sur l'origine et les auteurs des tueries de Beni (Groupe d'études sur le Congo, 2016) ; d'autres ont tenté de qualifier ce qui se passe dans cette région : une guerre ? (Lwanzo Mumbere *et al.*, 2024) ;

d'autres encore tentent de comprendre les dynamiques conflictuelles de Beni-Lubero (International Alert, 2015; Kasereka Mwanawavene, 2010) ; d'autres encore étudient les relations entre civils et militaires dans la recherche des solutions (Kambale, 2023). La présente étude, quant à elle, se consacre aux interventions faites par les leaders d'opinion et les patriotes résistants communément appelés « Wazalendo » face aux tueries. Autrement dit, cette étude s'interroge autour des effets de ces interventions sur les massacres qui continuent, s'étendent et s'amplifient.

2. Problématique, hypothèse et objectif de la recherche

Depuis le début des massacres, toutes les couches de la population se sont mobilisées pour endiguer un fait nouveau et désolant. Parmi elles, les intellectuels, les religieux, les chefs coutumiers et les mouvements sociaux et citoyens. Ce qui fait réfléchir est qu'en dépit de cet engagement communautaire, les massacres continuent et se sont intensifiés depuis 2014. Par exemple, durant l'année 2024, dix ans depuis le début des tueries en masse, la société civile de Beni a dressé un bilan de plus ou moins 17 000 civils (Miviri, 2024). Cette montée de violence est une preuve suffisante montrant l'insuffisance de résultats de la mobilisation communautaire.

Au-delà de cette mobilisation tout azimut non armée, les patriotes résistants dits *Wazalendo* actuellement organisés sous forme de groupes d'autodéfense ont aussi vu le jour pour suppléer aux déficiences de l'État *via* diverses formes d'intervention comme le disait déjà Koen Vlassenroot (2022).

Ce problème de mobilisation communautaire sans impact visible pour stopper les massacres suscite un certain nombre de questions. *Primo*, quelles sont les actions menées par les leaders d'opinion et les patriotes résistants dits Wazalendo dans la lutte contre les massacres perpétrés par les ADF dans la région de Beni-Lubero ? *Secundo*, qu'est-ce qui entraîne l'inefficacité de ces actions sur le terrain au point que les massacres ne font que s'intensifier ?

Ce questionnement a suscité deux hypothèses. *Primo*, le répertoire d'actions mobilisé par les acteurs comporterait deux dimensions, à savoir : civile et militaire. La dimension civile comprendrait la mobilisation des médias, la désobéissance civile, les appels aux journées sans activités pour pleurer les personnes massacrées, etc. La dimension militaire concerne les actions des « wazalendo » seuls ou en collaboration avec les FARDC dans la traque des ADF. *Secundo*, l'inefficacité de ce répertoire d'actions serait

principalement due à la dispersion des actions initiées, au manque de souplesse et de confiance entre FARDC et Wazalendo ainsi qu'aux soupçons entre groupes tribaux locaux. L'hypothèse sur les complicités locales ayant été suffisamment abordée par les prédécesseurs n'a pas été testée dans cette étude.

Cette étude identifie et analyse les stratégies, les discours, les actions des leaders d'opinion et des patriotes résistants dans leur environnement devenu la cible des tueries depuis plus d'une décennie maintenant.

3. Méthodologie et terrain d'étude

Pour aboutir aux résultats, l'analyse qualitative a été mobilisée aussi bien dans son aspect narratif que dans celui de la compréhension (Dumez, 2021, p. 139-187). L'étude a cherché à comprendre en profondeur les phénomènes sociaux en explorant les significations, les perceptions et les contextes, plutôt qu'à mesurer des effets statistiques (Sawadogo Pegdwendé, 2021). Elle s'applique à un contexte particulier, celui de Beni et Lubero où les tueries persistent. Elle saisit les perceptions, les discours et les pratiques des acteurs non étatiques et alliés des FARDC, à savoir : les leaders d'opinion et les Wazalendo dans la prise en charge sécuritaire.

Pour obtenir les matériaux, des entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès des leaders d'opinion, des patriotes résistants, des membres des communautés locales ainsi qu'auprès des autorités territoriales. Les leaders d'opinions en question sont membres de la société civile, des groupes de pression et mouvements citoyens (Véranda Mutsanga et Lucha), des leaders religieux, des administratifs et des coutumiers au niveau des secteurs, chefferies et groupements. Concernant les patriotes résistants (wazalendu et maï-maï) l'étude s'est intéressée à l'UPLC, au NDC, aux groupes Mazembe, Baraka, Mantumbi, Muhola et aux vérandistes. Dans cette étude, les « Wazalendo » sont considérés comme des acteurs non étatiques malgré qu'ils sont tolérés et appuyés par les pouvoirs publics. Cela se justifie par le fait que dans leur format actuel, il serait inapproprié de les inscrire dans la catégorie des Volontaires pour la défense de la patrie (VDP). En fait, ils ne sont pas passés par le processus indiqué par la loi qui institue les VDP. Compte tenu de la sensibilité de la question, les réponses recueillies ont été présentées dans l'anonymat. L'étude documentaire et des observations ont également été mobilisées pour appréhender l'objet étudié.

En sus, ce travail s'inscrit dans l'approche « étude d'impact ». Cette approche a permis de mettre en exergue les actions des leaders d'opinion et celles des patriotes résistants afin d'évaluer l'impact de leurs actions sur la sécurité des populations civiles. Elle dégage donc les atouts, limites et risques des modes opératoires des acteurs identifiés ci-haut.

Dans le temps et l'espace, l'enquête de terrain a été menée au courant de l'année 2025 dans la région de Beni-Lubero. Par ailleurs, l'enquête porte sur les faits qui vont du 02 octobre 2014, date marquant le début officiel des massacres, au 30 août 2025, date marquant la fin de l'enquête de terrain.

Ce papier s'articule sur trois points. Le premier brosse un bref aperçu sur le cadre théorique relatif à l'intervention des acteurs non étatique en situation de crise sécuritaire. Le deuxième fait un état des lieux des massacres et catégorifie les interventions des leaders d'opinion et des patriotes résistants (alliés aux FARDC). Le dernier étudie l'impact de ces interventions sur la sécurité dans la région de Beni-Lubero.

1. Ancrage théorique de l'intervention des acteurs non étatiques en situation de crise sécuritaire : Leaders d'opinion et patriotes résistants (Wazalendo)

De façon générale, les acteurs non étatiques (ONG, entreprises, groupes armés, leaders locaux), jouent un rôle complexe et déterminant dans les crises sécuritaires nationales, agissant souvent là où l'État est défaillant. Autant ils peuvent suppléer l'État, autant ils peuvent menacer la sécurité par la violence, l'intimidation et des tactiques de terreur (Deschaux-Dutard, 2018).

Trois théories explicatives des actions de ces acteurs non étatiques sont considérées dans cette étude.

1.1. La théorie de la communication à double étage

La première est celle du « *two-step flow of communication* » développée par Paul Lazarsfeld et Elihu Katz en 1955. Elle postule que les médias n'influencent pas directement le public, mais passent par des « leaders d'opinion » (Maigret, 2015). Elle fonctionne surtout dans le contexte où la population accorde moins de confiance aux sources officielles soit quand elle n'y a pas directement accès. Dans la région de Beni-Lubero, où l'utilisation des réseaux sociaux est en croissance, la population est quelques fois mal informée ou manipulée par des fausses informations par des personnes

malintentionnées. Ainsi, les leaders d'opinion sont importants et constituent des canaux essentiels pour la circulation des nouvelles bien vérifiées, fiables. Pour le cas d'espèce, ces leaders partagent des messages d'alerte couplés d'espoir à une paix prochaine.

Très souvent les tueries sont accompagnées ou précédées des alertes sur la présence des inconnus dans tel ou tel autre endroit. Dans ce type de climat fragile, les leaders d'opinion interviennent pour calmer le jeu. À titre d'exemple, alors que les tueries ont été signalées dans la localité Bapakombe-Pendekali, les leaders d'opinion de Kantine ont dû accompagner les armées congolaise et ougandaise dans la profondeur du Groupement Baswagha-Madiwe pour rassurer les habitants. En ce sens, le rôle des leaders est donc stratégique et vise à briser le cycle de violence orchestré par les tueurs qui est aussi psychologique.

1.2. La théorie de la gouvernance locale participative

Cette théorie réfère au modèle de gestion publique décentralisée qui implique directement les citoyens, la société civile et divers acteurs locaux dans le processus de décision, de planification et d'évaluation des politiques (Tranquard, 2020). Elle stipule que la paix n'est pas uniquement un produit émanant de l'État. Elle est une coproduction entre l'État et divers acteurs non étatiques. S'ils ne sont pas armés pour riposter, ils donnent des alertes. Ce que font des leaders d'opinion à travers les réseaux sociaux, mais aussi tentent d'atteindre les autorités civiles ou militaires.

La gouvernance locale participative a pour vertu de valoriser les savoirs locaux, les pratiques traditionnelles de médiation et les initiatives locales de sécurité. Dans les deux Territoires et surtout à Beni, plusieurs initiatives communautaires sont nées depuis les massacres.

1.3. La théorie de la sécurité communautaire

Cette théorie constitue une approche proactive de la gestion des risques qui mise sur la collaboration intersectorielle et la participative des membres d'une communauté pour réduire la criminalité, la violence et les comportements nuisibles (Larose, 2025). Elle postule que la sécurité n'est pas l'affaire de l'État uniquement mais doit être coconstruite avec les communautés locales. C'est également cela qu'il convient d'appeler « sécurisation communautaire ou populaire ou encore civile » (Muhindo

Kivikyavo, 2024, p. 184) pour insister sur les méthodes contextuelles de sécurisation qui privilégient l'implication de la population civile.

Cependant, les défaillances de l'État poussent aussi les communautés à s'auto-prendre en charge (Vlassenroot, 2022). C'est le cas des patriotes résistants dits *Wazalendo* dans la région de Beni-Lubero. L'État congolais, affichant des limites dans l'exercice de son monopole de la contrainte, invite des organisations armées non officielles dans plusieurs localités de Beni-Lubero. Au fait, les patriotes résistants bénéficient souvent d'un soutien populaire qui renforce leur légitimité à opérer (Stearns *et al.*, 2018). Le sens patriotique de cette appellation est visible lorsque les membres de ces groupes ne défendent ni une idéologie ni un pouvoir politique donné juste leur territoire, leur village, leur famille.

La sécurité communautaire présente quelques limites, notamment la multiplication d'acteurs armés, confusion dans les lignes de commandement, rivalités locales entre membres ou chefs de ces groupes, prolifération des porteurs d'armes non identifiés, etc. Récemment, l'État congolais a officialisé ces groupes en Provinces du Nord et Sud-Kivu ainsi que de l'Ituri (Amunazo & Mbardounka, 2025). Malgré cette consécration des groupes armés par l'État congolais, il s'observe, à Beni-Lubero, un défi d'encadrement de ces groupes. La théorie de la sécurité communautaire soutient que l'usage de la force peut être perçu comme légal lorsqu'il est enraciné dans la communauté locale et exercé par les acteurs autochtones (Bidias, 2016).

2. État de lieu des massacres et intervention des leaders d'opinion et des patriotes résistants

Débutés le 02 octobre 2014 en Territoire de Beni, les massacres ont embrasé le Territoire de Lubero. Ces tueries sont attribuées aux ADF. Historiquement, l'ONU et les acteurs gouvernementaux congolais dépeignent les ADF comme un groupe djihadiste transnational unidimensionnel, responsable de la plupart des violences dans la région de Beni-Lubero (Makuta Mwambusa *et al.*, 2025, p. 22).

2.1. Les massacres à l'état actuel dans la région de Beni-Lubero

Depuis le début des massacres, plusieurs civils ont déjà été tués et, de ce fait, plusieurs villages ou agglomérations ont été la cible des attaques.

Pendant tout ce temps et au-delà d'un changement marqué dans les opérations, l'évolution des auteurs des tueries transparait également dans leur adaptation des stratégies de communication externe et d'image de marque (Makuta Mwambusa *et al.*, 2025, p. 23). Des attaques simultanées sont menées et ciblent plusieurs villages et campements. Les assaillants ont régulièrement recours à des armes blanches pour ne pas se faire repérer. Ils ont aussi opéré sous la pluie, tendu des embuscades sur des axes routiers et dans des camps des déplacés (Makuta Mwambusa *et al.*, 2025). Outre les massacres, les enlèvements d'enfants, de femmes et d'hommes et les pillages, les incendies de maisons ou de maisons abandonnées, la psychose, la frayeur, les rumeurs et la teneur sont autant d'éléments caractéristiques du contexte de Beni-Lubero.

La société civile de Beni a donné un bilan de plus ou moins 17 000 personnes tuées en dix ans, c'est-à-dire entre 2014 et 2024 (Miviri, 2024). En Territoire de Beni, ces tueries ont durement touché les villages de Mayangose, Eringeti, Mutwanga, Kamango, Ngadi, Mbau, Mavivi. D'autres localités s'ajoutent telles que la Chefferie de Bashu, Mangina, Kirindera, Kilya, Baswagha-Madiwe, Kantine-Masala entre 2020 et 2024. Via la localité de Bapakombe-Pendekali, les auteurs des massacres à Beni ont atteint le Secteur de Bapere en Territoire de Lubero et ce, en dépit de plusieurs opérations y compris les opérations conjointes entre les armées congolaise et ougandaise (Miviri, 2022). Dans le Lubero, la première attaque majeure attribuée aux ADF a été signalée au village de Maekengo où 25 personnes ont été tuées en date du 12 juin 2024. La série a continué touchant plusieurs autres villages dont Bandulu, Midede, Robinet, Kodjo, Makele, Makoko (Entretien avec un chef dans le Secteur des Bapere, communication personnelle, 16 septembre 2025).

2.2. Interventions des leaders d'opinion et des patriotes résistants à Beni-Lubero à l'ère des massacres

Face à la persistance des massacres, des acteurs non étatiques locaux s'illustrent par plusieurs actions. Si les leaders d'opinion se sont engagés dans diverses initiatives visant à mobiliser la population, interpeller l'État congolais et encourager les actions communautaires pour la paix, les patriotes résistants, quant à eux, participent directement aux affrontements.

2.2.1. Les initiatives des leaders d'opinion

Un leader d'opinion est un individu influent, reconnu pour son expertise, sa notoriété ou son charisme, capable de façonner les opinions, les comportements et les décisions d'un large public ou de ses pairs (Bernard et al., 2022). Dans la région de Beni-Lubero, les leaders d'opinion posent plusieurs actions face aux tueries.

1. Les marches pacifiques et journées de deuil

Depuis 2016, plusieurs marches ont été organisées à Erengeti, Oïcha, Butembo, Beni, ou encore à Lubero centre et Munguredjipa pour dénoncer l'inaction de l'État et la persistance des tueries à Beni-Lubero. Des journées sans activités et des moments de deuil public ont été observés aussi. Si certaines de ces actions sont planifiées ou sont organisées en série, d'autres sont spontanées directement au lendemain d'une attaque. En dépit du fait qu'elles sont pacifiques, le déroulement d'une telle activité dépend des états des manifestants mais aussi de l'attitude que vont adopter les éléments de l'ordre (police et forces armées). Très souvent, ces marches ne sont pas autorisées et finissent par des casses voire des pertes en vies humaines. Les acteurs qui se sont plus illustrés dans l'organisation des marches et journées de deuil sont les mouvements citoyens et groupes de pression, parfois en synergie avec la société civile.

2. Les initiatives médiatiques de sensibilisation et les assises communautaires

Ces initiatives consistent à ce que des radios locales servent de relais d'alerte pour informer la population sur la situation sécuritaire et documentent les tueries perpétrées dans la région de Beni-Lubero. Dans cette tâche ardue, certains journalistes y ont laissé leur vie. C'est le cas de trois journalistes tombés dans une embuscade alors qu'ils utilisaient le véhicule des FARDC. L'un d'entre eux a succombé de ses blessures le lendemain de l'attaque (Jeune Afrique, 2014).

En ce qui concerne les assises communautaires, il s'agit des rencontres à l'initiative des leaders locaux, entre autres les chefs coutumiers, les responsables religieux, les acteurs de la société civile. Ces rencontres sont organisées entre populations civiles et décideurs politiques locaux ou provinciaux. Durant ces rencontres, les doléances populaires sur la sécurité sont accueillies, les causes profondes des massacres tentent d'être identifiées,

la cohésion sociale est renforcée entre communautés déchirées à cause de l'insécurité, et des solutions locales et adaptées au contexte sont proposées (Makuta Mwambusa et al., 2025).

En mars 2018, les chefs coutumiers de Beni-Lubero se sont réunis et ont tablé sur la question des tueries emboitant ainsi la mobilisation communautaire. Malheureusement, l'année suivante, c'est-à-dire 2019, a été parmi les plus sanglantes. Aussi, en 2021, un collectif dénommé « Beni réveille-toi » constitué des confessions religieuses a organisé une conférence interconfessionnelle couplée à une marche pacifique contre ce qu'il a qualifié d'inaction de l'État congolais face aux massacres en plein état de siège. Quelques jours plus tard, des tueries ont été signalées à Mutwanga et à Kalembo dans le Beni (Doubidji, 2021).

3. Appels au boycott ou à la désobéissance civile

Ces actions sont souvent menées par les mouvements citoyens et groupes de pression. Elles consistent à appeler la population à ne pas participer ou accompagner certaines décisions des autorités publiques. L'on peut citer le refus consenti d'un contribuable à payer ses obligations (impôt ou taxe). Ces appels au boycott ou à la désobéissance civile constituent une arme qu'utilisent les leaders locaux pour pousser les décideurs à s'intéresser à la situation souvent calamiteuse de leurs communautés. À travers la désobéissance, les leaders d'opinion veulent exprimer le ras-le-bol d'une population abandonnée. Ces initiatives témoignent aussi d'un engagement fort des leaders d'opinion dans la lutte pour la paix malgré le contexte de violence, de méfiance généralisée et d'une peur extrême.

4. La dénonciation des massacres : implication de l'Église catholique

D'une façon générale, toutes les initiatives susmentionnées ont pour visée principale de dénoncer. Tous les leaders locaux ont d'abord l'attitude de condamner la persistance des massacres à Beni-Lubero en dépit de plusieurs solutions tentées par le pouvoir central. Si les confessions religieuses s'unissent pour dénoncer les massacres des croyants et chrétiens, l'Église catholique reste la plus influente dans la région en termes de fidèles et de son organisation. En plus d'avoir perdu des fidèles chrétiens, l'Église catholique a perdu des prêtres et sœurs. Elle a aussi enregistré d'énormes dégâts matériels (couvents, églises, hôpitaux) lors des attaques. Ainsi, l'Évêque du diocèse de Butembo-Beni Monseigneur Sikuli Paluku Melchisédech et

l'ensemble du clergé ne ménagent aucun effort lorsqu'il faut condamner les tueries et interpeler les autorités politiques du pays les appelant à prendre leurs responsabilités en main (Lwanzo Mumbere *et al.*, 2024).

Des messes ont été organisées pour dénoncer les carnages à travers des cantiques et des prières. L'une des plus marquantes est celle organisée après les massacres de Rwangoma perpétrés le 13 août 2016. Dans ces massacres plus de cinquante personnes furent tués. Le nonce apostolique s'était rendu à Beni et avait prié sur les escarpements des collines de Rwangoma et organisé une messe à la paroisse de Malepe. La mission était de compatir avec les populations éplorées et dénoncer ce que le nonce avait qualifié de « silence honteux » en appelant l'État et la MONUSCO à « mieux faire » (Déclaration du nonce apostolique en RDC, 29 août 2016).

Les actions des leaders d'opinion étaient menées parallèlement avec les actions des patriotes résistants.

2.2.2. Les actions des patriotes résistants dans la lutte contre les massacres

En réponse à l'insécurité quasi-permanente en région de Beni-Lubero, des groupes d'autodéfense se sont éparpillés dans plusieurs villages où se commettent les tueries de masse. Officialisés par l'État congolais, ces groupes d'autodéfense se regroupent désormais dans une synergie dite « Wazalendo » qui signifie « Patriotes résistants » (Amunazo & Mbardounka, 2025). Suppléant à l'absence ou à la défaillance des services de sécurité dont les forces armées de la République démocratique du Congo, ces groupes tentent de résister aux incursions des ADF dans leurs villages. Dans ce sens, ces patriotes résistants posent des actions d'autodéfense, se renseignent et passent aux affrontements lors des incursions.

Souvent improvisées, les différentes formes d'actions des patriotes résistants s'inscrivent dans divers cadres. En dépit de l'aspect composite de ces groupes, l'objectif affiché reste la sécurisation des populations locales. Cela s'observe notamment en repoussant les attaques des ADF. Cependant, les effets sont parfois peu perceptibles sur le terrain d'autant plus que les tueries continuent dans les zones qui sont contrôlées par ces patriotes.

En ce qui concerne l'autodéfense, l'action la plus plausible des patriotes résistants est la défense des communautés. Dans la région de Beni-Lubero, les patriotes résistants érigent des barrières de contrôle, montent des

patrouilles diurnes et nocturnes. Ils interviennent lors des attaques armées menées par les ADF. La présence de ces éléments armés dans les entités comme Vuyinga et Makoko dans le Lubero a parfois permis de contenir les incursions ou d'en limiter les dégâts. C'est autour de l'autodéfense que ces groupes se créent. Le carnage du 16 juillet 2016 à Kalunguta, localité située sur l'axe Butembo-Beni, a poussé plusieurs jeunes de ce milieu et des villages environnants à s'organiser spontanément en groupe de vigilance servant ainsi de premières bases pour les patriotes résistants (Habitant de Kabasha, communication personnelle, 8 septembre 2025).

Par rapport aux renseignements et à la participation directe aux affrontements, les patriotes résistants profitent de leur ancrage physique et social dans le milieu. Grâce à leur connaissance du terrain et des communautés locales, ils recueillent et partagent des informations sur les mouvements des personnes suspectes. En ce sens, ils facilitent les opérations conjointes avec les FARDC. Au niveau local, les Wazalendo ont développé des mécanismes de communication et parfois même des règles internes inspirées de l'armée régulière. Sur le terrain, il s'observe des accrochages directs contre les tueurs. C'est le cas de Silte, une localité située en groupement Batike dans le Secteur des Bapere, en juillet 2025. Ici, les Wazalendo ont su neutraliser huit individus identifiés comme faisant partie du groupe des ADF (Entretien avec un acteur de la société civile du Secteur des Bapere, communication personnelle, 20 septembre 2025).

En outre, les patriotes résistants participent aux travaux communautaires. Entre 2020 et 2021, l'Union des patriotes pour la libération du Congo (UPLC) installée à Liboyo en Territoire de Lubero avait rendu obligatoire les travaux communautaires appelés communément « Salongo ». Comme résultat, plusieurs axes routiers, généralement de dessertes agricoles, avaient été entretenus au regard de la participation massive de la population. Comme avantage, ces voies permettaient l'évacuation rapide des produits agricoles sans beaucoup de difficultés vers les grandes agglomérations (Entretien avec un notable de Liboyo, communication personnelle, 29 septembre 2025).

3. Faible impact des interventions des leaders d'opinion et des patriotes résistants dans la région de Beni-Lubero : facteurs explicatifs

Dans la région de Beni-Lubero, il est difficile de dissocier leaders locaux et les mouvements d'autodéfense. Parfois, les leaders locaux sont à l'origine de l'autodéfense, mais aussi s'appuient sur cette fibre en réponse aux faiblesses ou limites des FARDC. Lorsque les patriotes résistants sont animés réellement par le sens patriotique, les leaders les accompagnent car ils produisent un travail intéressant dans le cadre d'accalmie. Mais, le contraire engendre souvent des confusions sur le terrain et pousse la communauté à retirer sa confiance de ces groupes.

3.1. La dispersion d'efforts

Depuis les premiers massacres en 2014, plusieurs groupes armés ont vu le jour en Territoires de Beni et de Lubero. Chaque groupe voudrait contrôler une zone et opéreraient en solo considérant la présence d'un autre groupe d'intrusion ou de violation de son espace, et ce, en dépit de la synergie des patriotes résistants. Certains groupes naissent des incompréhensions entre leaders. Ce qui occasionne une multiplicité de mouvements armés portant les mêmes identifiants mais appartenant à des chefs différents. Aussi, cela est à la base de la présence de plusieurs acteurs armés dans la région de Beni-Lubero. Ce qui n'est pas de nature à faciliter la mutualisation des forces ou la coordination des actions. Ces groupes se diffèrent non seulement en termes de commandement mais aussi et surtout dans les approches, les moyens voire les objectifs. Ainsi, des tensions entre groupes et avec les forces loyalistes ainsi qu'avec les partenaires de l'État congolais, notamment l'armée ougandaise sont quasi-permanentes.

Sur fond de ces tensions, les patriotes résistants et les FARDC ne savent pas mener des actions communes. Sur le terrain, il se dit que l'armée congolaise oblige les Wazalendo à capituler lorsqu'elle veut mener des opérations de profondeur dans la poursuite de l'ennemi (Entretien avec un jeune patriote résistant habitant à Oicha, communication personnelle, 10 octobre 2025). Pour se justifier l'armée soutient que ces jeunes manquent de formation suffisante et des moyens pour risquer leur vie.

3.1.1. Remise en cause de la légitimité des leaders d'opinion enquêtés

Dans les entités touchées par les tueries, les initiatives des leaders d'opinion sont visibles. Ceux-ci organisent des réunions communautaires, font des alertes via des chaînes de radio locale et autres. L'efficacité de ces actions dépend cependant de la confiance de la population en ces leaders. Néanmoins, en dépit de cet activisme des leaders d'opinion, les massacres persistent et s'étendent village après village. Ce qui empiète sur la capacité de ces leaders à influencer l'évolution positive de la situation.

La population longtemps meurtrie se sent fatiguée et désintéressée eu égard aux multiples cris d'alarme qui n'ont pas eu d'écho favorable. Elle n'écoute plus les discours de compassion de quelle origine que ce soit. Par ailleurs, certains leaders d'opinion sont perçus comme membres des organisations politiques ; d'où leur double face. Dans cette lancée, un acteur de la société civile dans le village de Mantumbi dans le Secteur de Beni-Mbau a été lynché par la population suite aux accusations qu'il était pisteur des ADF (Kisokero, 2020). Une situation pareille remet en cause la légitimité des leaders d'opinion même si isolée. En outre, n'ayant que la parole pour condamner et alerter, l'influence des leaders d'opinion est plus symbolique que stratégique. Comme il s'agit d'un milieu rural, ces leaders accusent aussi des insuffisances dans la gestion des conflits, surtout lorsqu'il est armé. A ce défi s'ajoute le faible accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, ce milieu étant caractérisé par une faible couverture en infrastructures de télécommunication.

3.1.2. Lutte de pouvoir entre tribus

Certaines tribus ont un sentiment d'exclusion d'autant plus qu'elles ne sont pas représentées dans les structures locales de gouvernance. Il s'observe une forte influence des élites politiques Nande (Conflict Sensitivity Hub, 2025). Cependant, ce déséquilibre n'explique pas à lui seul la persistance des tueries dans la région de Beni-Lubero. Il est plausible que les tueurs ciblent indistinctement les populations de toutes les ethnies. À ceci s'ajoute un fait troublant des « retournés ». Ceux-ci, constitués des jeunes, femmes et hommes, sont ces habitants qui ont été enlevés par l'ennemi et qui sont libérés volontairement ou parviennent à s'échapper ou encore sous la pression des FARDC. Dans les camps secrets de l'ennemi, il existerait un processus d'endoctrinement couplé à la manipulation. Ce processus consiste

à transformer des victimes en bourreaux contre leurs propres frères et sœurs. Cette situation alimente encore davantage un climat de méfiance entre habitants de la région, car il est devenu difficile de distinguer celui qui s'est échappé réellement de celui qui est utilisé dans ce processus d'endoctrinement (Kahindo Muhesi, 2024).

3.1.3. Tendance des Wazalendo à s'identifier comme appartenant à une ethnie

Dans la région de Beni-Lubero, certains groupes des Wazalendo sont liés à une ethnie ou une communauté donnée. Cette réalité n'est pas nouvelle au Nord-Kivu en général. Plusieurs groupes sont nés dans le temps en s'appuyant uniquement sur la fibre ethnique. Ceux-ci prétextaient protéger les membres de leur communauté contre la persécution des groupes d'autres communautés. C'est le cas des conflits identitaires dans le Lubero (Kahindo Muhesi, 2024, p. 211). Cet aspect est difficile à dissocier dans la formation d'un groupe d'autodéfense. L'homogénéité des membres reste une caractéristique naturelle de ce genre d'organisation. Car, très souvent, elles sont créées dans la clandestinité. Le bémol existe lorsque, dans la compréhension des patriotes résistants, la tendance à se cantonner dans un milieu juste parce qu'un groupe est issu majoritairement des communautés locales s'observent.

En outre, les patriotes résistants sont censés dépasser cet aspect. Leur figuration est de nature à s'unir autour d'un même problème : barrer la route à une agression et mettre fin aux attaques des ADF dans la région de Beni-Lubero. Ce n'est ni totalement faux ni totalement vrai que la tendance d'appartenance ethnique influence les interventions des Wazalendo. C'est donc un agissement observé dans des contrées où la cohésion sociale serait fragile.

3.2. Engagement et stratégies moins efficaces des patriotes résistants

Quelques faits favorisent l'inefficacité des patriotes résistants dans les zones de combat ADF. L'absence de fluidité dans la collaboration entre l'armée loyaliste et les Wazalendo ; les limites opérationnelles ; le spectre d'une menace terroriste et la confusion relative à l'activisme de l'ADF en font partie et sont développés dans les lignes qui suivent.

3.2.1. Nature de la collaboration entre l'armée congolaise et les patriotes résistants

La collaboration entre les patriotes résistants et les forces armées de la RDC n'est pas toujours fluide, en toutes circonstances. Un élément patriote affirme que même lorsque la menace est réelle et visible, les FARDC les empêchent, parfois, d'intervenir : « nous avons retrouvé les traces des égorgeurs près de Mayangose lors d'une opération de poursuite. Mais à notre grande surprise, un ordre est venu de la hiérarchie militaire que nous devons nous arrêter là et rebrousser chemin. Nous étions énervés » (Entretien avec un élément patriote résistant, communication personnelle, 12 septembre 2025). Malgré leur détermination apparente, les patriotes résistants se retrouvent bloqués ou désorientés alors qu'ils pouvaient, peut-être, aider. Ils se voient ainsi conditionnés par les ordres des autorités militaires. Autrement dit, leur engagement ne suffit pas, car ne disposant pas d'autonomie nécessaire pour mener des actions coordonnées parfois même en présence d'une menace évidente. Ce qui laisse croire à une marge d'action réduite pour ces patriotes.

Ainsi, cette forme de collaboration qui n'est pas du tout claire et peut-être clarifiée se heurte aux obstacles hiérarchiques et restrictions militaires ou au manque de formation et crée une ambiguïté opérationnelle. Cette ambiguïté, à son tour, compromet la rapidité et l'efficacité des réponses aux attaques des ADF. S'il est impérieux de procéder à la coordination de l'action des patriotes résistants, il est aussi évident que la limitation opérationnelle qui leur est imposée occasionne en eux un sentiment de frustration au sein de leur mouvement. En dehors de cette coordination avec les forces étatiques, les efforts des patriotes résistants risquent de rester mal structurés, sporadiques et, par voie de conséquence, peu efficaces. Bien au contraire, n'ayant pas de chose à faire, ils risquent de se transformer à simples porteurs d'armes et, pourquoi pas, revenir à leurs activités d'avant officialisation. Pour le moment, le mariage entre FARDC et patriotes résistants sur le front des ADF reste flou et parfois conflictuel.

3.2.2. Limites opérationnelles des patriotes résistants

Dans la configuration des mouvements des patriotes résistants, le souci majeur est la présence des mineurs dans leur rang. Souvent enrôlés par manque d'alternatives, ces mineurs sont exposés à une violence extrême, car

n'ayant ni préparation mentale ni formation militaire adéquate. Très souvent ce sont des enfants qui rejoignent le mouvement, les uns après avoir assisté à l'assassinat de leurs proches (parents, frères et sœurs) et les autres parce qu'ils constatent que leur avenir devient incertain suite à ces tueries qui ne finissent pas. À cette fragilité s'ajoute celle liée aux conditions de vie déplorables que traversent les éléments patriotes résistants. En effet, les Wazalendo dépendent encore des efforts des populations civiles. De gré ou de force ces populations contribuent en espèce ou en nature. Certains groupes érigent carrément des barrières sur les routes rurales où ils exigent des contributions selon les moyens de transport utilisés ou simplement pour toute personne empruntant la route. Curieusement, ces maigres recettes profiteraient au chef beaucoup plus, les éléments de rangs laissés à leur merci. De surcroît, plusieurs d'entre eux s'adonnent à une consommation excessive d'alcool artisanal et des boissons à forte teneur d'alcool. Cette réalité affecte sans doute leur discipline, leur lucidité et leur capacité opérationnelle.

En sus, le recrutement des membres de différents groupes laisse à désirer et doit être repensé et mieux encadré. Car les groupes dits d'autodéfense lorsqu'ils ne sont pas encadrés par l'autorité publique deviennent eux-mêmes des foyers d'insécurité alimentant un cycle de violences incontrôlées (Le Cour Grandmaison *et al.*, 2023). Cette dérive explique clairement le danger que présente l'utilisation des jeunes non préparés au combat. Cette situation remet en cause la durabilité de la contribution à la pacification de ces groupes de patriotes résistants. Il s'observe un déficit disciplinaire et une carence de formation rigoureuse dans les rangs de Wazalendo en plus de l'absence des mesures d'encadrement de la part de l'autorité publique ; d'où la fragilité de leur résistance.

Conclusion

Au terme, cette étude cherchait à comprendre le rôle, et ses limites, joué par les leaders d'opinion et des patriotes résistants dits Wazalendo dans le combat contre les tueries de masse en Territoires de Beni et de Lubero. Les réponses provisoires ont été nuancées. Les actions posées par les leaders d'opinion et les patriotes résistants n'ont pas été à la hauteur suite à la dispersion des efforts, à l'inefficacité des stratégies mises en place, à l'appartenance ethnique et à une collaboration suspicieuse avec l'armée

loyaliste. Par contre, ces actions locales, qu'elles soient menées par les leaders d'opinion ou les patriotes résistants, restent limitées car elles ne sont pas accompagnées ou soutenues par une volonté politique ferme et engagée. Les efforts de justice ou de sécurité ne peuvent réussir sans un soutien institutionnel fort et une volonté politique réelle. Officialisés par l'État congolais, les patriotes résistants sont abandonnés à leur triste sort affaiblissant leur capacité supposée. Ainsi donc, ils deviennent une menace et une charge pour les populations et constituent une bombe en retardement pour l'État lui-même, faute d'encadrement. Au lieu d'être de porteurs d'espoir pour ces populations au côté des services de sécurité, ils sont devenus juste de « porteurs d'arme ». Par ailleurs, le déficit de formation s'observe dans les rangs des patriotes résistants face à l'ennemi qui, lui, profite de son alliance avec l'État islamique, une organisation terroriste très fuitée. En outre, au moment des investigations, cette étude n'a pas pu prouver les liens directs ou indirects entre certains groupes Wazalendo et les auteurs des tueries dans la région de Beni-Lubero.

Notes bibliographiques

- Amunazo, P., & Mbardounka, C. O. (2025, février 15). Conflit à l'Est de la RD Congo : Qui sont les Wazalendo, ce groupe d'autodéfense qui soutient les FARDC ? *BBC News Afrique*. <https://www.bbc.com/afrique/articles/cvgl698en71o>
- Bernard, D., Tremblais, C., Magnin, A., Maureau, É., Barbier, G., Gouzy, A.-S., & Dupuis, R. (2022). Outil 15. Les leaders d'opinion. In *La boîte à outils de la levée de fonds. 67 outils clés en main* (p. 46-47). Dunod. <https://shs.cairn.info/la-boite-a-outils-de-la-levée-de-fonds--9782100833719-page-46>
- Bidias, J. (2016). Le recours à la légitime défense par les organisations régionales dans la lutte contre le terrorisme. *Revue québécoise de droit international / Quebec Journal of International Law / Revista quebequense de derecho internacional*, 29(1), 27-53. <https://doi.org/10.7202/1045109ar>
- Conflict Sensitivity Hub. (2025). *Note de synthèse des analyses des conflits dans les territoires de Beni et de Lubero*. Conflict Sensitivity Hub.
- Deschaux-Dutard, D. (2018). Chapitre 8. Deux acteurs non étatiques de la sécurité internationale : Les Sociétés militaires privées et les ONG. In *Introduction à la sécurité internationale* (p. 147-172). Presses

- universitaires de Grenoble. <https://shs.cairn.info/introduction-a-la-securite-internationale--9782706141898-page-147>
- Doubidji, H. (2021). Vidéo. RDC : Paralysie, manifestations et enquête à Beni, après une tuerie | Tv5Monde - Informations. *TV5 Monde*. <https://information.tv5monde.com/afrique/rdc-paralysie-manifestations-et-enquete-beni-apres-une-tuerie-30165>
- Dumez, H. (2021). *Méthodologie de la recherche qualitative. Toutes les questions clés de la démarche* (3ème). Magnard-Vuibert. <https://www.vuibert.fr/livre/9782311413496-methodologie-de-la-recherche-qualitative>
- Giraud, O. (2003). Le comparatisme contemporain en science politique : Entrée en dialogue des écoles et renouvellement des questions. In M. Lallement & J. Spurr (Éds.), *Stratégies de la comparaison internationale* (p. 87-106). CNRS Éditions. <https://doi.org/10.4000/books.editions-cnrs.8651>
- Groupe d'études sur le Congo. (2016). *Qui sont les tueurs de Beni ?* (Rapport de recherche 1). Groupe d'étude sur le Congo.
- International Alert. (2015). *Au-delà de la stabilisation : Comprendre les dynamiques de conflit dans le nord et le Sud-Kivu en République Démocratique du Congo*. International Alert.
- Jeune Afrique. (2014). Nord-Kivu : Un journaliste congolais tué dans une embuscade. *JeuneAfrique.com*. <https://www.jeuneafrique.com/165502/politique/nord-kivu-un-journaliste-congolais-tu-dans-une-embuscade/>
- Kahindo Muhesi, A. (2024). Activisme des groupes armés et poussée des conflits identitaires entre les Nande et les Hutu en Territoire de Lubero. In *2024 : Paix et Justice en Société et en Eglise dans le Diocèse de Butembo-Beni au Nord-Kivu, en République Démocratique du Congo* (p. 199-226). CRIG-PUG. <https://www.crigpug-ucg.org/index.php/occ/article/view/227>
- Kambale, P. (2023, décembre 22). *Crises ADF et Codeco : Les relations entre civils et militaires sont-elles en passe de s'améliorer ?* Ebuteli. <https://www.ebuteli.org/publications/blogs/crises-adf-et-codeco-les-relations-entre-civils-et-militaires-sont-elles-en-passe-de-s-ameliorer>
- Kasereka Mwanawavene, R. (2010). *Dynamiques locales et pressions extérieures dans la conflictualité armée au Nord-Kivu : Cas des territoires de Beni-Lubero*. Universiteit Gent.
- Kisokero, A. (2020, février 27). Nord-Kivu : Le président de la société civile de Mantumbi lynché pour sa connivence supposée avec les ADF. *ouragan.cd*. <https://ouragan.cd/2020/02/nord-kivu-le-president-de-la->

societe-civile-de-mantumbi-lynche-pour-sa-connivence-supposee-avec-les-adf/

- Kudra Maliro, A. (2014). RDC : Les notables de Beni en quête de solutions face aux massacres des civils. *Anadolu Ajansi*. <https://www.aa.com.tr/fr/politique/rdc-les-notables-de-beni-en-quete-de-solutions-face-aux-massacres-des-civils/91007>
- Larose, S. (2025). La sécurité communautaire face à l'influence des gangs et l'implication des jeunes en Haïti. *Recherches sociologiques et anthropologiques*, 56-2(56-2), Art. 56-2. <https://doi.org/10.4000/15euy>
- Le Cour Grandmaison, R., Berger, F., Madueke, K., Bird Ruiz Benitez de Lugo, L., & Tagziria, L. (2023). *Groupes d'autodéfense en réponse à la criminalité et aux conflits en Afrique de l'Ouest : Tirer les leçons des expériences internationales* (10). Document de recherche OCWAR-T. <https://issafrica.org/fr/recherches/livres-et-autres-publications/groupes-dautodefense-en-reponse-a-la-criminalite-et-aux-conflits-en-afrique-de-louest>
- Lwanzo Mumbere, C., Muhesi, R. M., Kasolone, P. P., & Kisonia, G. P. (2024). L'Église Catholique dans la construction de la paix à Beni-Ville et Territoire. Contenu des discours pastoraux, épiscopaux et pontificaux. *Parcours et Initiatives: Revue interdisciplinaire du Graben (PIRIG)*, (29), 7-24. <https://www.crigpug-ucg.org/index.php/pirig/article/view/260>
- Maigret, É. (2015). Chapitre 5 - La théorie lazarsfeldienne des effets limités... : Une rupture... aux effets limités:Les sources de l'empirisme américain. In *Sociologie de la communication et des médias* (p. 69-80). Armand Colin. <https://shs.cairn.info/sociologie-de-la-communication-et-des-medias--9782200278274-page-69>
- Makuta Mwambusa, P., Kasereka, P., Kandate, E., Matete, J., Mushagalusa Ciza, A., Balagizi Byamungu, S., & Munguakonkwa, D. (2025). *Analyse localisée des conflits à Beni (Nord-Kivu/République Démocratique du Congo) : Acteurs, identités collectives et opportunités pour la paix*. Research Initiatives For Social Development.
- Miviri, R. (2022, décembre 14). Opérations de l'armée ougandaise contre les ADF : Quel bilan après un an ? *Ebuteli*. <https://www.ebuteli.org/publications/blogs/operations-de-l-armee-ougandaise-contre-les-adf-quel-bilan-apres-un-an>
- Miviri, R. (2024). *Dix ans après, les massacres des civils par les ADF se poursuivent*. <https://www.ebuteli.org/publications/podcasts/dix-ans-apres-les-massacres-des-civils-par-les-adf-se-poursuivent>

- Monusco, & HCDH. (2015). *Rapport du BCNUDH sur les violations du droit international humanitaire commises par des ADF*. Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo et Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. <https://monusco.unmissions.org/fr/news/rapport-du-bcnuhd-sur-les-violations-du-droit-international-humanitaire-commises-par>
- Muhindo Kivikyavo, I. (2024). *Logiques d'actions et réactions locales dans la lutte contre le dixième épisode de la maladie à virus Ebola*. <https://orbi.uliege.be/handle/2268/320134>
- ONU. (2025, novembre 24). *RDC : Après les massacres de Lubero, l'ONU hausse le ton | ONU Genève*. <https://www.ungeneva.org/fr/news-media/news/2025/11/113269/rdc-apres-les-massacres-de-lubero-lonu-hausse-le-ton>
- Sawadogo Pegdwendé, H. (2021). L'approche qualitative et ses principales stratégies d'enquête. In *Guide décolonisé et pluriversel de formation à la recherche en sciences sociales et humaines*. Editions science et bien commun. <https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/projetthese/chapter/met-hodes-qualitatives-de-recherche/>
- Stearns, J., Mercier, C., & Donner, N. (2018). L'ancrage social des rébellions congolaises : Approche historique de la mobilisation des groupes armés en République démocratique du Congo. *Afrique contemporaine*, 265, 11. <https://doi.org/10.3917/afco.265.0011>
- Tranquard, M. (2020). Note de recherche – Analyse théorique de la gouvernance dans un contexte de développement territorial. *Noroi. Environnement, aménagement, société*, (257), Art. 257. <https://doi.org/10.4000/noroi.10590>
- UNHCR, & Intersos. (2019). *Rapport d'Evaluation de Protection effectuée aux villages Kalunguta et Maboya en territoire de Beni du 5 au 17 décembre 2019*. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et Intersos.
- Vlassenroot, K. (2022). *Résistance et citoyenneté à l'Est du Congo*. L'Harmattan.